

Divorce à la libanaise?

Michel Hajji Georgiou | L'Orient Le Jour

15.02.2008

En Arabie saoudite, pour la Saint-Valentin, le rouge est désormais frappé d'ostracisme. Il s'agit, pour les autorités, d'une manière pour le moins «étrange» (c'est bien entendu un doux euphémisme) de «purifier» les esprits de toute pulsion passionnelle qui pourrait venir «troubler» l'ascèse des fidèles, les détourner du droit chemin, les «souiller». Le fait est suffisamment inouï et tellement risible qu'on ne saurait trop s'y attarder. Les libertés individuelles et l'émancipation de la volonté, source de la responsabilité et, partant, de la citoyenneté, n'ont jamais été le point fort du monde arabe. Mais trêve de digressions inutiles.

Au Liban, c'est encore mieux. On y fête des Saint-Valentin politiques et collectives, mais uniquement entre alliés politiques. Au Liban, les «échanges» amoureux sont interdits. Ils restent pour l'instant parfaitement platoniques, et c'est dans d'atroces souffrances, à la manière du jeune Werther de Goethe, que les passions s'exaltent, que les mots doux se transforment en diatribes incendiaires, que les partenaires s'aiment à se haïr et à se déchirer de jour en jour. C'est bien connu, l'amour impossible finit généralement de deux manières: soit par le meurtre passionnel, soit par la rupture, à l'amiable ou brutale.

Or justement, le mot «divorce», que Walid Joumblatt n'a pas hésité à employer et qui aura irrité Hassan Nasrallah au plus haut point, n'a jamais autant été présent dans le discours public, au niveau des leaders politiques. IL n'a jamais été aussi présent dans les esprits, et ce n'est pas une coïncidence si les questions relatives à la décentralisation administrative poussée, au régionalisme et au fédéralisme reviennent en force pour s'imposer comme un élément incontournable du débat de l'après-guerre de juillet 2006.

Mais, surtout, le divorce n'a jamais été aussi présent à l'image, le fossé aussi abyssal. Bien étrange Saint-Valentin, qui a cristallisé hier, de la plus éclatante des manières, et en deux manifestations totalement antinomiques bien qu'articulées autour du respect aux mots,

l'insondable clivage qui divise aujourd'hui le pays. Le problème, c'est que ce clivage n'est pas uniquement de nature communautaire (sunnito-chiite) ou idéologique, comme cela était le cas lorsque la guerre civile a éclaté, dans le monde bipolaire de 1975. La confrontation relève cette fois du sociétal, du culturel. Elle oppose deux modes de vie, deux dynamiques, deux rythmiques totalement antagonistes et inéluctablement vouées à s'entrechoquer. Ce sont en fait deux visions différentes du monde, deux perceptions de l'être humain qui s'affrontent.

Sur le plan pratique, cela s'est parfaitement exprimé dans les deux rassemblements qui se sont déroulés hier. On ne peut pas écharper à la comparaison, sous l'angle de la sociologie politique, de ces deux événements.

L'ironie du sort a voulu que cela soit deux cérémonies à caractère commémoratif, donc similaires dans le fond, et deux mouvements de masse, donc analogues au niveau de la forme. Or justement, ces deux cérémonies ont représenté hier la schizophrénie dans laquelle vit aujourd'hui la «société» libanaise, et il va de soi que ce sont deux choix totalement opposés de société qui ont été avancés. D'autant que les «morts» impliqués dans chacune des deux cérémonies sont perçus différemment par chacun des deux camps. La valeur qu'on leur attribue est totalement différente d'un camp à l'autre, même si le respect devant la finitude continue heureusement de l'emporter sur le sarcasme et les insultes.

D'un côté, à la place des Martyrs, on célébrait, sur le plan du fond, la mémoire d'individus, d'entrepreneurs, d'hommes politiques, de journalistes, d'économistes, de législateurs, d'historiens, éduqués dans la tradition libérale et acquis aux valeurs culturelles positives (parce qu'il en est aussi de négatives) diffusées par l'occident (les droits civils et politiques, les droits économiques et sociaux, le libre-échange..). On évoquait ainsi la mémoire, entre autres, de Rafic Hariri, Samir Kassir, Gebran Tueni, Pierre Gemayel, Antoine Ghanem, Walid Eido.

La dynamique des droits de l'homme et le pluralisme, deux thèmes qui étaient totalement bannis du discours politique durant l'ère de l'occupation syrienne- puisque problématiques pour un régime syrien avide de diffuser une culture de monolithisme et de la division-étaient ainsi omniprésents hier.

Dans la banlieue sud, le phénomène de masses était échafaudé autour de la mise en terre d'un responsable sécuritaire, recherché par 42 pays pour actes de terrorisme, à qui l'on impute les attentats contre les paras français et les marines américains en 1983, ou encore l'enlèvement et l'assassinat du sociologue et chercheur français Michel

Seurat. Néanmoins, Imad Moghniye était, pour ses pairs du Hezbollah, un résistant à «l'âme pure», et donc un «héros». l'homme était également connu pour son hostilité totale à l'occident. Le reconnaître comme un «héros» ou un «modèle», c'est reconnaître le bien-fondé de sa cause, de ses valeurs et des moyens utilisés pour la défendre. Dans quelle mesure peut-on, surtout dans les milieux chrétiens, se retrouver autour d'une telle idéologie? Le CPL, puisque c'est lui est concerné à travers son alliance avec le Hezbollah, peut-il se permettre de sombrer dans cette haine de l'occident? Arrivera-t-on un jour au point où, au sein de ce courant, on considérera, dans une autolecture révisionniste, que le fait d'avoir été quémander l'aide du Congrès américain pour le Syria Accountability Act était un acte de trahison?

Mais le fond n'est pas sans déteindre sur la forme. D'un côté, place des Martyrs, on avait affaire à un rassemblement pluriel, donc brouillon et peu discipliné, résultat de différents genres de mobilisations: partisane et communautaire, certes, mais aussi et surtout individuelle. L'ambiance était nécessairement au recueillement, mais le souvenir des «martyrs», malgré la douleur, s'est fait dans un climat désordonné, confus, dans un brouhaha de vie. C'est de ce désordre qu'émerge la brèche qui permet, dans un milieu aussi holiste que la société libanaise, de développer une responsabilité, et donc une individualité et, partant, une citoyenneté. C'était la nouveauté du phénomène du 14 mars 2005, et ce phénomène est réapparu pour la première fois hier, surtout en milieu chrétien. Autant dire que la théorie des «moutons de Panurge» évoquée par le générale Aoun a été lamentablement démentie, et que, loin de la logique du «monopole des 70%», ce n'est pas seulement dans le cadre de partis, mais aussi individuellement, que les chrétiens, se sont mobilisés. La conception des «moutons de Panurge» a donc été renvoyée à son créateur.

Dans la banlieue sud, la discipline la plus stricte était de rigueur. Le rassemblement s'est fait dans un climat ultrareligieux, sous le parrainage étroit du guide spirituel iranien. Le disparu a été érigé en «modèle pour les générations futures» par Téhéran. Ici, L'allégeance au religieux élimine toute aporie permettant à l'individualité de s'émanciper: c'est la dictature absolue du groupe, le totalitarisme. Cela, Le Liban, pluralisme oblige, ne pourra jamais s'en accommoder.

En ce qui concerne le discours stricto sensu, on peut inlassablement s'interroger sur la volonté réelle des ténors du 14 mars d'abandonner L'état-zaamat et de faire le pas déterminant vers cette fondation de L'état, que les leaders de la majorité évoquent sans cesse. Cela est tout à fait légitime, et il faut le faire. Le problème c'est que le

discours de l'état est totalement vidé de sa substance du côté du Hezbollah. Hassan Nasrallah en a, une nouvelle fois, donné la preuve hier, en prenant encore l'initiative de déclarer la guerre sans demander l'avis de personne, au nom de son parti. Encore un retour à l'unilatéralisme. Mais il ne tardera pas à se retrouver prisonnier de sa propre initiative: la logique de la résistance était défendable tant qu'elle s'exerçait sur un territoire donné, la terre libanaise, qu'il fallait libérer de l'occupation israélienne. La résistance puissait sa légitimité dans le soutien de la population locale et, même lorsqu'elle eut cessé d'être encouragée par les autorités, elle ne pouvait être totalement désavouée, puisqu'elle gardait sa légitimité propre. Or Hassan Nasrallah a clairement menacé hier d'abandonner la logique territoriale et de de-territorialiser sa guerre avec Israël. Le Hezbollah abandonne ainsi sa logique de résistance territoriale et se lance dans une optique spatiale, c'est-à-dire dans une volonté de venger Imad Moghniye hors du territoire national. On n'est plus dans la résistance, et voilà que les autorités se retrouvent soudain confrontées au vieux débat sur la différence entre «résistance» et «terrorisme». Le Hezbollah serait-il plus à l'aise avec cette logique, puisqu'elle rejoint son appartenance politique et religieuse à l'espace communautaire du Wilayet el-faqih, bien au-delà du territoire libanais?

Cet antagonisme au niveau des modèles et des nouveaux symboles et mythes que ces modèles se sont créés pour s'octroyer une autonomie est-elle irréversible au point de parler de «divorce»? C'est là toute la question.

Le CPL prétend qu'il a enfin trouvé la solution à ce problème, qu'il a effectué une brèche dans le mur des replis sur soi, à travers son fameux document d'entente avec le Hezbollah. Ce dont il ne se rend pas compte, c'est que ce document n'a jamais été qu'un instrument. Dans la pratique, en effet, au lieu que le CPL entraîne le Hezbollah vers la logique inclusive de l'état, c'est le parti de dieu qui a emmené le courant aouniste vers une exclusive, et paraétatique de surcoût. Les preuves sont abondantes.

La communauté des morts, après l'assassinat de Imad Moghniye dans un fortin sécuritaire à Damas-où rien ne se passe sans que l'œil des moukhabarat ne veille au grain- et donc qu'il pourrait susciter, pourrait-elle inverser le cours des choses? Le Hezbollah est, en ce sens, face à un choix historique. Mais avant qu'il n'y ait la communauté des morts, il faut qu'il y ait d'abord la communauté des vivants et la volonté de vivre ensemble. Sans elle, toute société politique, quels se soient son potentiel, son énergie, sa richesse, est vouée à l'échec et à la médiocrité. Et c'est surtout dans ce sens que le parti de dieu droit, dans la pratique, montrer qu'il souhaite effectivement éviter le «divorce».